

RAPPORT GLOBAL DE L'ALMA - 2^e TRIMESTRE 2017

PÉRENNITÉ DE LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Introduction – Développement durable de l'Afrique

Le développement véritablement durable exige vision et engagement.

Les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique reconnaissent la promesse d'immenses avantages économiques que leur offrirait un continent libéré du fléau du paludisme. La capacité productive du continent et, par conséquent, son PIB enregistreraient une croissance exponentielle, avec moins d'absentéisme dans tous les secteurs, une plus grande production agricole, ainsi qu'une croissance des potentiels de revenus des étudiants, liée à des meilleurs résultats d'apprentissage. Certes, un dollar investi aujourd'hui dans la lutte contre le paludisme produira un rendement de 36 dollars américains. (Voir « The Nobel Laureates' Guide to The Smartest Targets for The World », du consensus de Copenhague [en anglais].)

La libération d'un tel potentiel de productivité, de gain et d'apprentissage sera source de milliards de dollars au bénéfice des individus, des communautés et des pays. Elle alimentera le dividende démographique que l'Afrique doit tirer de son abondante jeunesse actuelle. « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse » : tel était le thème du Sommet de l'UA en juillet 2017. L'élimination du paludisme représente un aspect vital de l'établissement de l'environnement et des capacités qui permettront de réaliser cette vision.

Une Afrique libérée du paludisme

La vision africaine d'un continent libéré du paludisme ne pourra résulter que d'un engagement exprimé sous la forme d'une lutte d'endurance, sans relâche et constante pour arriver à la couverture universelle, grâce à des interventions qui :

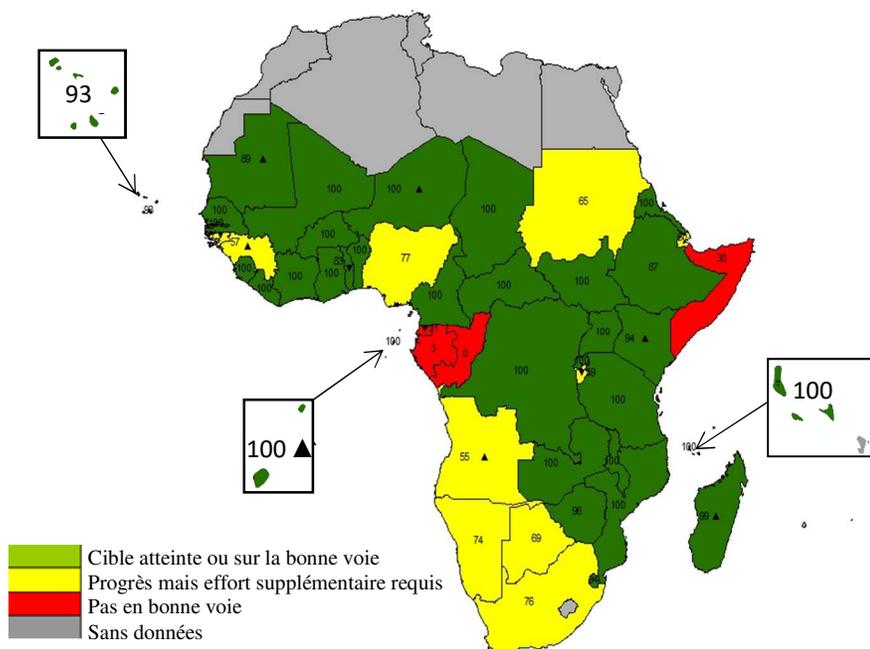
- empêchent le développement des larves en moustiques adultes ;
- tuent les moustiques ou créent une barrière entre les moustiques et les gens ;
- détectent rapidement les nouvelles infections ;
- traitent les infections sans tarder et sans erreurs ;
- assurent efficacement la surveillance et la collecte de données.

Il est clair que le continent doit s'appuyer sur les succès remportés à ce jour pour atteindre et maintenir la couverture universelle par la voie de ces interventions. Aux fins de l'élimination du paludisme, le continent représente un territoire continu : la maîtrise ou l'élimination réussie dans un pays ne peut durer si le voisin n'a pas atteint la couverture universelle. Les cartes ci-dessous montrent qu'il existe encore de fortes disparités entre certains pays voisins. Les alliances économiques régionales sont primordiales pour assurer un engagement uniforme. L'ALMA et le partenariat RBM travaillent actuellement avec les parties prenantes à l'instauration d'outils de redevabilité et d'action pour appuyer cet engagement, en s'appuyant sur les 18 cartes de score à ce jour déployées dans les pays, ainsi que sur les cartes de score régionales de redevabilité et d'action et pour l'élimination du paludisme.

MEMBRES

Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cap-Vert
Cameroun
République
centrafricaine
Tchad
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
République
démocratique du
Congo
Djibouti
Égypte
Guinée équatoriale
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Liberia
Libye
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Maurice
Mozambique
Namibie
Niger
Nigeria
Rwanda
République arabe
sahraouie
démocratique
São Tomé et Príncipe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Afrique du Sud
Soudan du Sud
Soudan
Swaziland
Gambie
Togo
Tunisie
Ouganda
République unie de
Tanzanie
Zambie
Zimbabwe

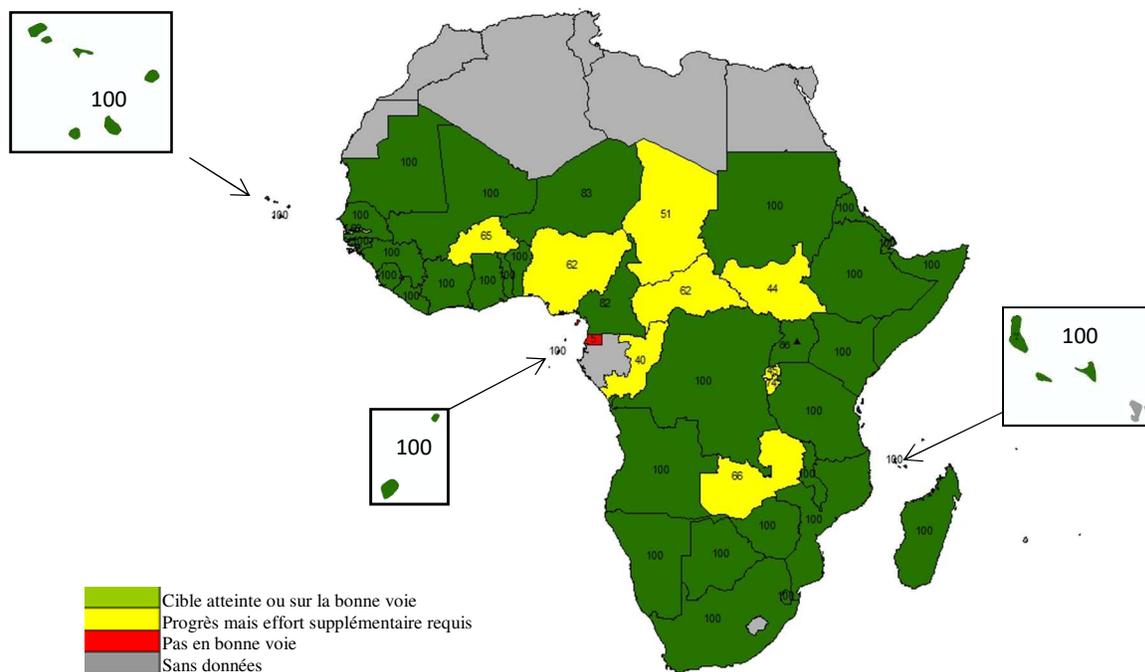
Couverture MILD/IRS opérationnelle (% de la population à risque)



Source : Carte de score de l'ALMA – 2^e trimestre 2017

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Projection 2017 du financement TDR public (% des besoins)



Source : Carte de score de l'ALMA – 2^e trimestre 2017

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Nous devons démontrer notre engagement dans une lutte de persévérance, face même aux immenses défis et changements auxquels nous nous trouvons confrontés.

- En temps de ressources précaires, la plus grande partie de l'investissement financier doit être portée par les secteurs publics et privés propres de l'Afrique.
- Quand l'environnement réglementaire entrave l'introduction rapide de nouvelles technologies, les obstacles posés doivent être levés pour assurer que l'Afrique ne soit pas laissée pour compte.
- Face à la résistance grandissante aux insecticides dans les interventions existantes se pose un besoin de nouveaux produits, nouvelles interventions et autres innovations, y compris l'exploration de créneaux de production de ces produits en Afrique même pour accroître la pérennité tout en favorisant le développement économique régional.
- Là où les forces du marché ne s'ajustent pas à la demande croissante de produits économiquement plus abordables, nous devons rechercher d'autres solutions adaptées au continent. La mobilisation de ressources innovantes durables, en partenariat avec le secteur privé, est une option digne d'intérêt.

Financer la lutte

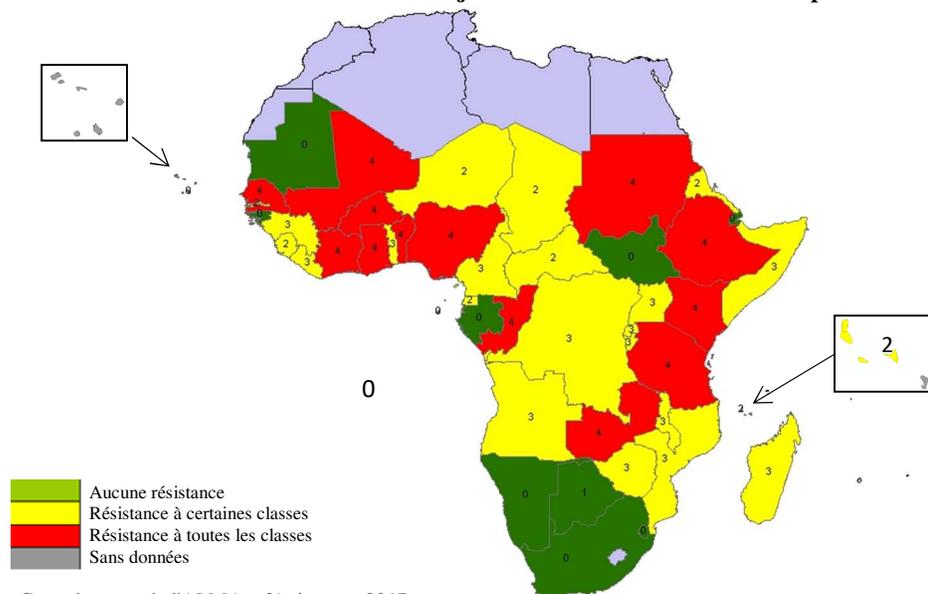
Rôle du secteur public

Au temps des Objectifs du millénaire pour le développement, les gouvernements des pays d'endémie participaient pour un tiers aux investissements contre le paludisme au niveau du pays. Le PDG du partenariat Roll Back Malaria a lancé un appel à tous les pays d'endémie du monde, pour qu'ils redoublent l'effort budgétaire de leur secteur public en vue du contrôle et de l'élimination du paludisme.

Le message du docteur Kesetebirhan Amas est clair : « ... le dernier chapitre de la lutte contre le paludisme pourrait bien être notre plus grand défi. Mobiliser les ressources nécessaires, faire face aux réalités politiques et aux besoins changeants des pays affectés : la tâche est monumentale. Pour réussir, nous devons nous adapter. »

L'un des défis les plus cruciaux, en évolution permanente, est celui de la résistance. La résistance aux insecticides sur le continent d'Afrique est particulièrement épineuse, en ce que les nouvelles solutions seront invariablement plus coûteuses, en dépit même des interventions possibles sur le marché.

Classes d'insecticides sujettes à résistance confirmée depuis 2010



Source : Carte de score de l'ALMA – 2^e trimestre 2017

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Il est par conséquent fondamental d'assurer la mise en œuvre efficace et complète de toutes les mesures (y compris les plans de surveillance et de gestion de la résistance aux insecticides recommandés par l'OMS) afin de préserver les outils actuels et de surveiller la résistance. Les pays doivent rechercher les moyens de financer eux-mêmes les interventions centrales et les nouvelles approches innovantes. Le PDG du partenariat RBM compte sur le leadership politique des chefs d'État et de gouvernement de l'ALMA pour mener la charge en Afrique.

Rôle du secteur privé

Les entreprises progressives des marchés mondiaux actuels adoptent une approche plus stratégique de la pérennité. Au-delà de la protection de leur capital, de leurs effectifs et de leurs communautés et marchés, elles deviennent les partenaires actifs du développement d'une économie durable.

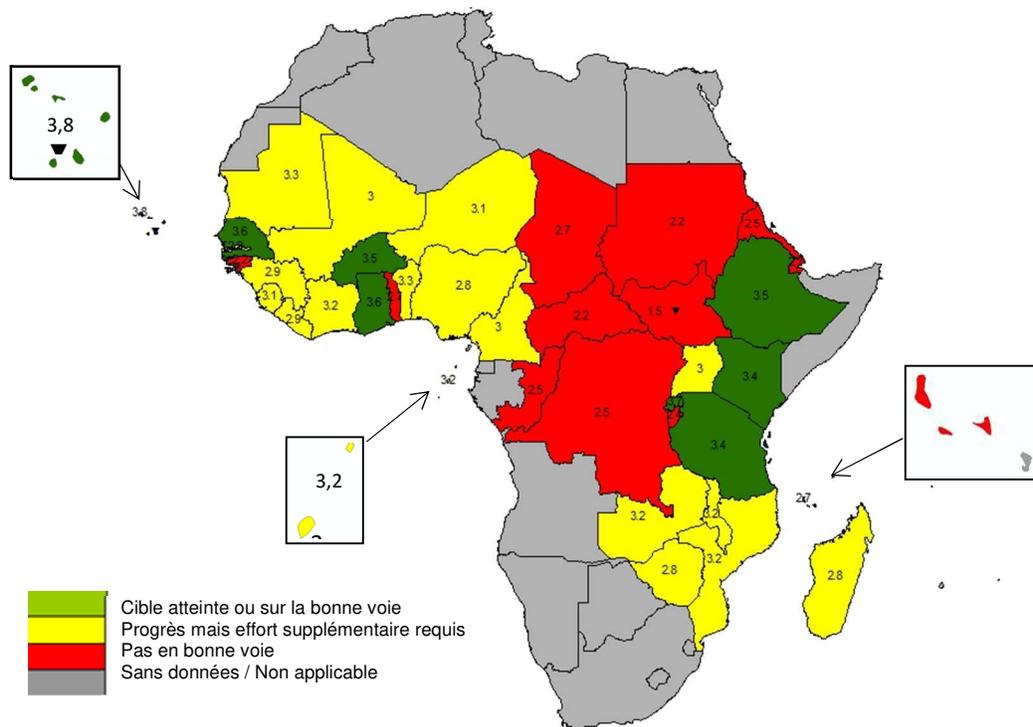
Les intervenants du marché ont franchi une nouvelle étape du PPP innovant, avec de nouvelles interprétations de la responsabilité sociale des entreprises qui reconnaît combien elles dépendent de communautés et d'environnements durables, le tout au profit d'une plus grande conscience sociale et environnementale.

A l'occasion de sa rencontre consultative avec le secteur privé, les partenaires et une section transversale des membres de l'ALMA, le Président de l'ALMA, Sa Majesté le Roi Mswati III, a déclaré : « Si nous voulons gagner cette bataille contre le paludisme, nous devons agir plus intelligemment, plus rapidement et plus collaborativement ... Pour franchir la ligne d'arrivée et mettre fin à cette terrible maladie, il faudra d'abord engager chaque intéressé, privé, public et individuel, à jouer un rôle actif. »

L'indice d'évaluation des institutions et des politiques (CPIA) publié par la Banque mondiale sur la gestion et les institutions du secteur public révèle une insuffisance considérable, qui pourrait

bénéficiaire de PPP innovants en matière de gestion et de renforcement des capacités de redevabilité et de résultats durables, axés sur l'efficacité et la rentabilité.

Indice 2016 de la Banque mondiale sur la gestion et les institutions du secteur public (CPIA Cluster D)



Un nouveau partenariat

En quête de cette nouvelle forme de développement durable, la présidence de l'ALMA a annoncé le développement d'un nouveau partenariat avec le secteur privé d'Afrique.

Tout en soulignant que les gouvernements doivent tenir les rênes et accroître leur enveloppe budgétaire, Sa Majesté a également insisté sur ce fait : « Au-delà d'un engagement accru de nos ressources publiques domestiques, nous nous devons de former avec le secteur privé des partenariats utiles. Nos gouvernements ne peuvent pas résoudre le problème seuls. L'association avec le secteur privé, pour la mobilisation de ressources, la gestion des programmes et la mise à meilleur profit de nos investissements, sera essentielle. » Le message au Secrétariat de l'ALMA est que le partenariat avec le secteur privé doit comporter un mécanisme non seulement générateur de ressources, mais qui contribue aussi au financement durable du solide programme de développement du continent.

Et la présidence de l'ALMA de conclure, à l'adresse des pays membres et des partenaires : « Je ne puis imaginer un plus beau cadeau aux centaines de millions de jeunes de notre continent qu'un mécanisme qui les cible spécifiquement en termes de développement de capital humain, d'inclusion financière et économique, de systèmes sanitaires forts et d'une Afrique libérée du paludisme ! »